

4 janvier 2022

KEYSTONE / Martial Trezzini

Effets de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté et les inégalités socio-économiques

L'état actuel de la recherche montre que la pandémie de COVID-19 renforce ou rend plus visibles les disparités entre les groupes socio-économiques dans différents domaines de la vie. L'ampleur de la précarisation financière induite par la crise en Suisse et son évolution future restent toutefois encore incertaines.

En un coup d'œil

- Fin novembre 2021, la Plateforme nationale contre la pauvreté a publié un monitoring de plus de cent études de recherche sur l'impact de la pandémie sur la pauvreté en Suisse.

- En moyenne, les ménages ont jugé leur situation financière plus positivement en 2021 qu'en 2019.
- Les ménages à faible revenu ont davantage souffert de la pandémie que ceux avec un revenu plus élevé.
- La pandémie a fortement aggravé des situations déjà précaires, en particulier chez les personnes ou les familles qui s'en sortent seules en temps normal, soit parce qu'elles n'ont pas droit à un soutien des assurances sociales ou de l'aide sociale, soit parce qu'elles ne font pas valoir ce droit.
- L'état actuel de la recherche montre une aggravation des inégalités socio-économiques, au moins provisoirement. Le nombre de personnes touchées par cette précarisation et la durée du phénomène ne sont pas encore connus.

Quelles sont les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté en Suisse ? Dans quelle mesure les inégalités socio-économiques s'en trouvent-elles modifiées ou renforcées ? Pour être en mesure d'apporter des réponses complètes à de telles questions, la Plateforme nationale contre la pauvreté recense depuis le printemps 2020 les activités de recherche menées sur cette thématique. Ce monitoring vise à mettre en réseau les acteurs et à fournir aux responsables politiques et aux autorités publiques des données scientifiques sur lesquelles fonder leurs décisions.

Méthode de recherche

Les projets de recherche prévus, en cours ou terminés ont été recensés après des recherches approfondies sur Internet et dans la littérature, ainsi qu'à l'aide d'une enquête en ligne auprès des chercheurs. Au début du mois de novembre 2021, la plateforme a publié un premier bilan du monitoring sous la forme d'un rapport de synthèse (Beyeler et al. 2021), présenté plus en détail dans ce qui suit.

Un peu plus d'une centaine de projets de recherche ont été pris en compte dans le rapport de synthèse. Environ la moitié de ces projets ont la pauvreté et les inégalités socio-économiques pour sujet principal. Ils s'intéressent notamment à la couverture des besoins vitaux, au système de soutien ou aux groupes en situation professionnelle précaire (travailleuses du sexe, aides à domicile logeant sur place, etc.) ou sans statut de séjour légal (sans-papiers, etc.). Les autres projets sont consacrés à une thématique différente ou plus vaste, mais produisent des résultats qui présentent une pertinence pour la question de la pauvreté et des inégalités.

Des approches souvent qualitatives et en provenance de Suisse romande

Un nombre particulièrement élevé de projets liés à la pauvreté sont menés en Suisse romande et ont un ancrage local. Leurs auteurs privilégient souvent des méthodes de recherche qualitatives. À l'exception de deux projets qui analysent la situation en ville de Zurich, les études alémaniques ont, quant à elles, plutôt été réalisées à l'échelle suprarégionale, voire internationale. Aucun projet spécifiquement consacré à la situation en Suisse italophone n'a été identifié dans ce domaine.

Les ménages ont jugé leur situation financière plus positivement en 2021 qu'en 2019.

Il n'existe pas encore d'études ni de données permettant d'estimer l'évolution de la pauvreté pendant toute la durée de la pandémie. En l'état actuel, il apparaît néanmoins que, malgré le recul économique brutal consécutif aux mesures extraordinaires prises par le Conseil fédéral au printemps 2020 pour protéger la population, la pauvreté n'a pas gagné du terrain. Selon les **analyses des données SILC expérimentales** de 2021 par l'Office fédéral de la statistique (OFS 2021), les ménages évaluent même leur situation financière de façon plus positive qu'avant la pandémie : alors que 12,2 % des personnes indiquaient en 2019 vivre dans un ménage ayant des difficultés à joindre les deux bouts, cette proportion a baissé à 8,5 % en 2021.

Des ménages à bas revenus plus fortement touchés

L'analyse des données SILC indique, comme de nombreuses autres études fondées sur des données différentes, que les ménages à faible revenu sont plus fortement touchés par la pandémie que les ménages à revenu élevé et qu'ils ont notamment plus souvent eu à subir des pertes financières. Cela s'explique par le fait que les mesures prises pour endiguer la propagation du virus ont davantage restreint les activités faiblement rémunérées que les emplois mieux rétribués. Les personnes à bas revenu sont ainsi plus nombreuses à avoir vu leur horaire de travail réduit et avaient plus rarement la possibilité de travailler depuis la maison.

Une augmentation des inégalités

La réduction des possibilités de consommation a en outre entraîné une diminution des dépenses pendant la première phase de la pandémie, et cette baisse a été plus marquée chez les ménages à revenus élevés que chez les ménages à faibles revenus. Pour ces derniers, les coûts fixes tels que le loyer, les assurances, la nourriture et les frais de santé représentent une part importante des dépenses et laissent relativement peu de marge de manœuvre. Il est encore trop tôt pour savoir si ces disparités auront des répercussions à plus long terme sur la répartition des revenus. Cela dépendra notamment du niveau de la reprise économique après le recul du printemps 2020 et de la durée de la pandémie, surtout si d'autres mesures drastiques doivent être prises pour protéger la population.

Un autre élément important est de savoir si les restrictions dans le domaine de la formation renforcent les inégalités des chances en la matière. Si les études analysées jusqu'à présent ne peuvent pas apporter la preuve d'un tel effet, les résultats disponibles montrent néanmoins que l'enseignement à distance est plus problématique pour les élèves et les étudiants issus de ménages socialement défavorisés. Cependant, la pandémie ayant mis en lumière ce constat, il est également possible qu'elle ait sensibilisé les responsables et les scientifiques à un problème préexistant. Toute une série de projets de recherche vise à déterminer comment garantir l'égalité des chances dans le cadre d'un enseignement à distance et par voie numérique.

Des disparités dans les risques pour la santé

Diverses études concordent et montrent que les risques de contamination, d'hospitalisation et de décès en lien avec le COVID-19 sont d'autant plus élevés que le statut socio-économique est bas. Les personnes ayant un statut socio-économique modeste exercent plus souvent des professions impliquant des contacts répétés avec la clientèle, vivent plus souvent dans des logements plus exigus et ont moins de possibilités de réduire leur mobilité professionnelle. Le risque accru de contamination n'est de plus pas le seul en cause. Les risques d'évolution grave de la maladie et de décès sont également plus marqués. Cela s'explique notamment par une utilisation différente des prestations de santé, par exemple un dépistage plus tardif en cas d'infection par le SARS-CoV-2.

La recherche met également en évidence que, durant les différentes vagues de la pandémie, la charge psychique s'est plus fortement accrue chez les personnes à bas revenu que dans le reste de la population. Le fait de subir des répercussions financières, par exemple en raison d'une baisse ou d'une perte de revenu liée à la crise, a renforcé le stress et l'inquiétude. L'impossibilité ou le refus de solliciter des prestations sociales augmente particulièrement la charge psychique.

Des groupes fortement précarisés dans la pandémie

Diverses organisations caritatives rapportent que la demande d'aide alimentaire et d'autres formes de soutien a fortement augmenté dans le contexte de la pandémie. Cependant, il n'existe pas encore de données systématiques pour l'ensemble de la Suisse, et on ne sait pas non plus combien de personnes en Suisse se trouvent dans une telle situation de précarité ni quelle est l'ampleur des disparités régionales. Différentes enquêtes standardisées menées à Genève ont néanmoins conduit à de premières quantifications et ont donné un aperçu de la situation de vie et des stratégies d'adaptation des personnes concernées pendant la première vague de la pandémie. L'aide alimentaire mise à part, ces personnes n'ont que rarement fait appel à un soutien institutionnel et ont tenté de subvenir elles-mêmes à leurs besoins, en acceptant des petits boulots, en vendant leurs biens ou en contractant des crédits. Nombre d'entre elles, même celles qui vivent avec leurs enfants, ont réduit leur consommation de nourriture et fait des concessions sur la qualité de leurs produits alimentaires.

La pandémie a considérablement aggravé les conditions de vie des personnes ou des familles qui s'en sortent seules en temps normal, soit parce qu'elles n'ont pas droit à un soutien des assurances sociales ou de l'aide sociale, soit parce qu'elles ne font pas valoir ce droit. Les raisons qui conduisent à renoncer à des prestations sociales sont notamment la honte, la peur des conséquences sur le statut de séjour ou la crainte de brimades. Ces personnes redoutent également de devoir restituer l'aide reçue. À cela s'ajoutent les situations d'emploi irrégulières, souvent liées à l'absence de permis de travail ou à un permis de courte durée.

Systeme de soutien

Si les mesures de soutien financier prises par la Confédération et les cantons pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie ont permis d'empêcher une précarisation massive, les personnes et les familles qui n'ont qu'un accès limité aux aides institutionnalisées ont vu leurs conditions de vie se détériorer considérablement.

Diverses études soulignent l'importance de pouvoir accéder facilement à une aide alimentaire, à des soins de santé et à un hébergement pour prévenir la précarisation et la faim. Afin d'assurer la couverture des besoins de base, ces prestations devraient aussi être rendues accessibles aux personnes sans titre de séjour. Permettre à ces personnes d'accéder sans risques aux prestations étatiques suppose notamment de définir des règles applicables à toutes les unités administratives concernées et d'en garantir le respect dans toute l'administration.

Plusieurs études recommandent d'améliorer le transfert d'informations aux groupes difficiles à atteindre. Une solution consisterait à recourir à des interlocuteurs locaux comme multiplicateurs, en les mettant mieux en réseau et en leur fournissant des informations ciblées. De manière générale, il est important d'adapter les canaux de communication numériques aux besoins des groupes visés et de mieux former les professionnels à leur utilisation. Un soutien ciblé peut aussi s'avérer nécessaire pour permettre à des personnes très vulnérables et isolées d'accéder à l'infrastructure numérique.

Lacunes dans la recherche sur la pauvreté

Lacunes dans la recherche sur la pauvreté

L'état actuel de la recherche sur les questions de pauvreté dans le contexte de la pandémie de COVID-19 met en lumière une aggravation – au moins temporaire – des inégalités socio-économiques. Les études analysées jusqu'à présent identifient les principales raisons et les principaux mécanismes de la forte précarisation de certains groupes sociaux. Elles offrent un aperçu précieux des stratégies d'adaptation mises en œuvre par les personnes concernées et donnent des indications sur les améliorations à apporter au système de soutien. Des études permettant de savoir combien de personnes ont été affectées par cette précarisation et pendant combien de temps font encore défaut à ce stade.

Les résultats de nombreux projets de recherche en cours sont attendus, et la mise en place du programme national de recherche **PNR 80** du Fonds national suisse devrait encore renforcer l'activité de recherche sur ces questions. Il serait souhaitable d'accorder plus d'importance aux approches comparatives, tant en Suisse qu'à l'échelle internationale. Ces approches permettent non seulement de mieux appréhender l'ampleur du phénomène, mais aussi d'analyser l'efficacité des mesures et des dispositions légales existantes.

Lorsqu'ils s'efforcent de combler les lacunes dans la recherche sur la pauvreté, les chercheurs devraient tenir compte du fait que nombre de personnes pourtant directement touchées sont sous-représentées dans les données générales sur la population (enquêtes et données administratives). C'est pourquoi les études qualitatives ou mêlant approches quantitatives et qualitatives conservent toute leur pertinence. Pour évaluer l'impact à long terme de la pandémie sur la pauvreté et les inégalités, il est important de savoir si celle-ci a entraîné une précarité durable pour certaines des personnes concernées. Une cristallisation des situations de pauvreté pour une part significative de ces personnes confirmerait l'impact à long terme de la pandémie sur la pauvreté.

Bibliographie

Beyeler, Michelle ; Hümbelin, Oliver ; Korell, Ilona ; Richard, Tina ; Schuwey, Claudia (2021).

[Auswirkungen der Corona-Pandemie auf Armut und sozioökonomische Ungleichheit.](#)

[Bestandsaufnahme und Synthese der Forschungstätigkeit im Auftrag der Nationalen Plattform gegen Armut \(en allemand avec résumé en français\) ; \[Berne : OFAS\].](#)

FNS (2021). [PNR 80 : Covid-19 et société](#) (site Internet consulté le 10.12.2021).

OFS (2021). [COVID-19 et conditions de vie en Suisse \(SILC\)](#). Experimental Statistics (site Internet, consulté le 25.11.2021).

Banque de données des projets (2021). [Air-Table](#) (site Internet consulté le 25.11.2021).

Vous souhaitez partager cet article ?



Facebook



Twitter



LinkedIn

